



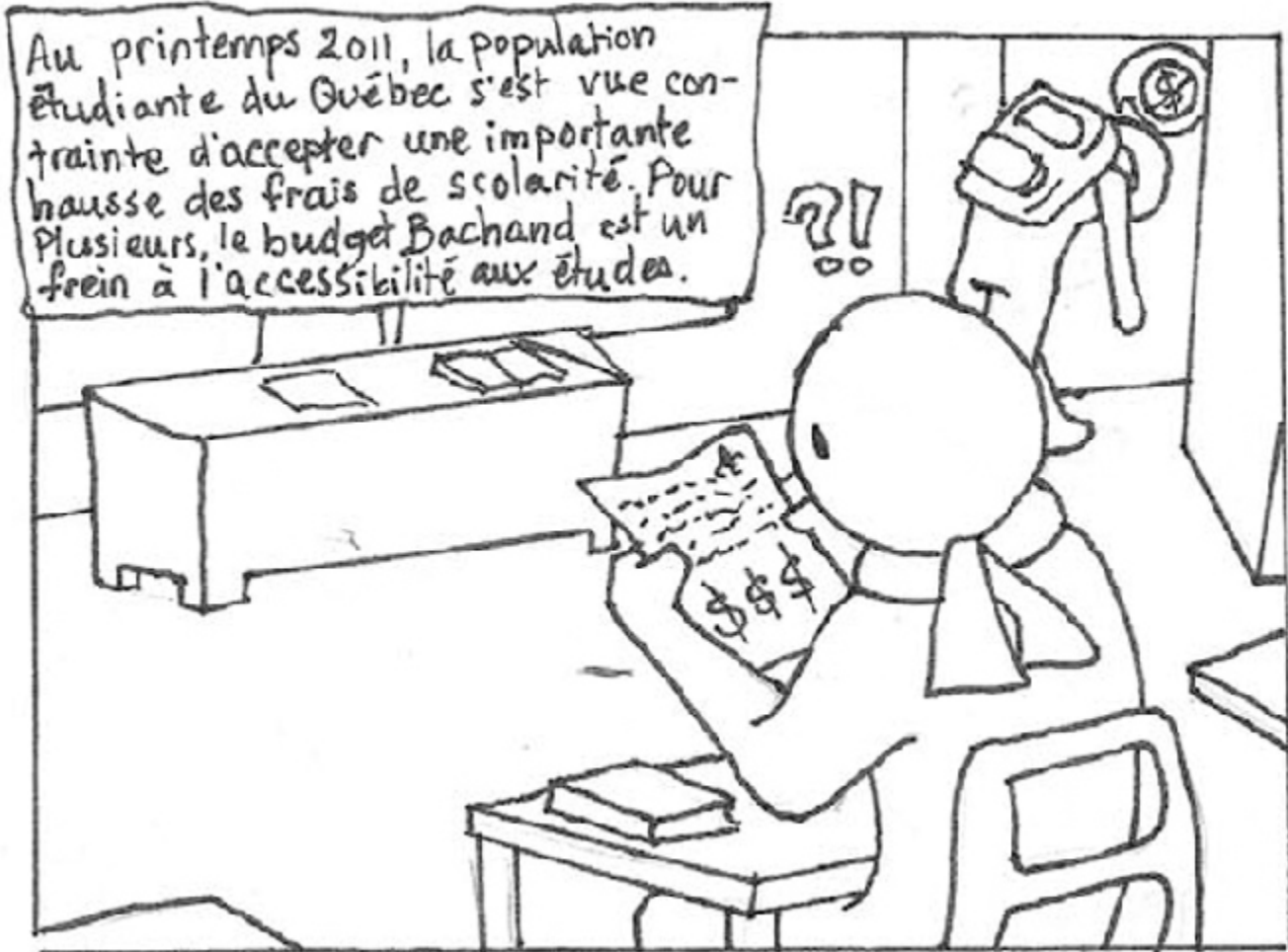
CRITIQUE
Méfiance envers
les fédérations
Page 4



RÉFLEXION
Porter le carré
rouge... Et après?
Page 3

LA RIPOSTE

Deuxième édition - session automne 2011



Il est maintenant temps, de s'unir et de lutter contre cette hausse des frais de scolarité, mais aussi contre toutes attaques visant l'éducation !

UN VOTE DE GRÈVE...D'UNE JOURNÉE?!

Laurence Meunier, étudiante en
action sociale et média

Le 1er novembre prochain, les étudiant-e-s du cégep du Vieux Montréal devront se positionner en faveur ou en défaveur d'une grève d'une journée contre la hausse des frais de scolarité. Il est important de se questionner sur les objectifs de cette grève et comprendre quel sera son impact.

Pour une mobilisation massive

Le 10 novembre prochain aura lieu une manifestation nationale contre la hausse des frais de scolarité. Il nous sera alors possible de scander haut et fort notre désaccord face à cette hausse qui s'apprête à faire de sérieux dégâts. Il est important de savoir que le Cégep du Vieux Montréal ne sera pas seul à voter une journée de grève. En effet, des assemblées générales spéciales pour cette grève

Voir page 8: **Grève**

Que s'est-il passé à l'association étudiante depuis la rentrée?

Ariane Turmel-Chénard, étudiante en communication

Après une action symbolique contre la hausse des frais de scolarité haute en couleur et deux assemblées générales (AG) nous en sommes déjà rendu à la 8e semaine de cours de la session d'automne et nous fonçons tout droit vers une assemblée générale spéciale de grève qui aura lieu le 2 novembre 2011. La hausse de 1625\$ que le gouvernement tente de nous imposer pour 2017 ne passera tout simplement pas pour les étudiant-e-s. C'est pourquoi l'action symbolique du 21 septembre dernier avait été préparée par des membres du comité de mobilisation du cégep. Son but ? Regrouper le plus d'étudiant-e-s possible afin de protester contre cette hausse des frais de scolarité de façon artistique et colorée. Les dessins et slogans écrits à la craie un peu partout

sur la terrasse, dans l'entrée et dans la rue, se voulaient une contestation du principe de marchandisation de l'éducation et une réappropriation de notre établissement scolaire. Après la création collective de la bannière "Contre la hausse des frais et pour la gratuité scolaire", les étudiant-e-s ont occupé la rue devant l'école ainsi que l'intersection Ontario et St-Denis pour ensuite partir en manifestation spontanée vers l'UQAM pour solliciter l'appui des universitaires. La machine est en marche et la manifestation du 10 novembre sera décisive puisqu'elle sera LE dernier ultimatum au gouvernement. S'il ferme encore les yeux devant les revendications étudiantes et continue droit vers l'économie du savoir, la Grève Générale illimitée (GGI) sera alors inévitable.

La riposte



Qu'est-ce que je peux faire pour m'impliquer ?

Participer et prendre parole en assemblée générale;

Participer aux réunions du comité de mobilisation les jeudis soir à 18h au local de l'association étudiante;

M'impliquer dans la rédaction du journal La Riposte et écrire des textes;

Participer aux différentes instances du mouvement étudiant (comités, réunions, congrès et camps de formation);

Parler de la hausse de frais et de la grève avec mon entourage;

Participer aux actions organisées par les différentes associations étudiantes;

M'informer, lire, débattre pour forger mon opinion;

Distribuer la Riposte autour de moi, dans mes cours et à mes ami-e-s;

Laisser aller ma créativité pour proposer des actions à organiser.

Porter le carré rouge... et après ?

Le comité de mobilisation

Les limites du symbole

Depuis plusieurs semaines, nous pouvons voir se multiplier les carrés rouges épinglés aux revers de veste des étudiant-e-s. Bien sûr, il est motivant de constater que de plus en plus de gens appuient la lutte contre la hausse des frais. Par contre, sur le terrain (dans les comités de mobilisation, dans les assemblées générales,...) la participation étudiante tarde à prendre une réelle ampleur. À l'ère des médias sociaux et de l'action politique virtuelle, nous avons parfois tendance à oublier comment ancrer nos convictions dans le réel. Les appuis à la lutte, qui se traduisent par l'adhésion à un groupe facebook ou par le port d'un symbole, ne suffiront pas à eux seuls à faire reculer un gouvernement plus que jamais déterminé à mener à terme son projet de hausse des frais. Il est maintenant temps de passer aux choses sérieuses et de se donner, par une solidarité active, les moyens de créer le rapport de force qui nous permettra de gagner notre lutte.

La force du nombre

Le syndicalisme de combat, la stratégie qu'adopte l'association étudiante du Cégep du Vieux Montréal, considère les intérêts des dirigeant-e-s contraires aux nôtres. Dans cette optique, la seule façon d'obtenir des gains est de peser suffisamment dans la balance pour pouvoir exiger que nos demandes soient prises en compte : c'est le fameux rapport de force. Pour créer ce rapport de force, nous devons être nombreux-euses à s'investir dans la lutte à titre personnel et ce, non seulement en participant aux actions, mais aussi en réfléchissant, en nous positionnant et en façonnant la lutte à notre image. Bien qu'il soit possible pour une poignée de militant-e-s et d'exécutant-e-s chevronné-e-s de faire voter une grève, il est quasi-impossible de mener un mouvement à terme sans une participation massive d'étudiant-e-s. Si la grève n'est investie que par une petite clique, elle n'est qu'une coquille vide, une perte de temps et d'énergie, et ça, les dirigeant-e-s le savent très bien. C'est à partir d'une masse active, informée et critique que nous pourrons bâtir un mouvement fort et combatif contre les politiques antisociales du gouvernement.

Mettre la main à la pâte

Les raisons qui expliquent la faible mobilisation étudiante, même si une bonne part d'entre nous appuie la lutte contre la hausse des frais, sont nombreuses et compréhensibles. Au manque de temps et à la gêne vient souvent s'ajouter un sentiment d'impuissance. Nous nous sommes tous et toutes un jour posé cette fameuse question : «Qu'est-ce que je peux faire ?» Car même avec la plus grande des motivations, il n'est pas toujours évident de savoir par où commencer, surtout quand on est peu expérimenté-e. Les personnes qui s'impliquent dans l'association étudiante ou qui prennent parole dans les AG peuvent nous sembler intimidant-e-s, difficiles d'accès ou même parfois déconnecté-e-s. Il est important dans ces moments là de nous rappeler que la lutte contre la hausse des frais de scolarité nous appartient à tous et toutes et qu'il nous revient de la construire à notre image. Chacun-e de nous peut mettre la main à la pâte et participer à la hauteur de ses disponibilités et de ses compétences. Que ce soit en s'exprimant en assemblée générale, en rédigeant un article ou en participant aux lignes de piquetage lors d'une journée de grève, chaque geste est un pas de plus vers la création d'un mouvement fort porteur de changement social.

Qu'est-ce que le comité de mobilisation ?

Le comité de mobilisation, ou comité mob pour les intimes, c'est un groupe ouvert à toutes les personnes qui ont envie de s'impliquer dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité. Il a lieu tous les jeudis à 18h à l'association étudiante. Lors de ces réunions, nous organisons et coordonnons les différentes actions qui ont lieu au cégep ou ailleurs. Par exemple, nous planifions les tournées de classe, nous discutons des articles à mettre dans le prochain journal, nous organisons des actions locales, etc. C'est aussi un lieu de discussion où nous mettons nos idées en commun et élaborons des plans d'action en fonction de ce qui se passe dans les autres associations du Québec. Finalement, le comité mob est un espace de solidarité qui permet de sentir que nous ne sommes pas seul-e-s à considérer les attaques contre l'accessibilité à l'éducation comme inacceptables. Dans cette société où nous avons souvent l'impression d'être à contre courant, être entouré et soutenu permet de se donner la motivation nécessaire pour continuer la lutte.

Méfiance envers les fédérations

Dominique Bordeleau, étudiante en Optimonde

La campagne de mobilisation face à l'augmentation des frais de scolarité étant enclenchée depuis un moment déjà, il est temps de se poser certaines questions stratégiques. Parmi elles figure l'éternel débat sur les relations à entretenir avec les différentes associations étudiantes locales et nationales.

Bien que l'AGECVM (Association générale étudiante du Cégep du Vieux Montréal) ne soit affiliée à aucune des quatre grandes organisations nationales (FECQ, FEUQ, ASSÉ, TaCEQ, voir page 6), elle travaille étroitement avec l'ASSÉ depuis la création de cette dernière. L'AGECVM tout comme l'ASSÉ prouvent le syndicalisme de combat, en opposition à la FECQ et la FEUQ, qui, historiquement, ont des pratiques plus concertationnistes. C'est-à-dire qu'elles comptent d'avantage sur le lobbyisme auprès des partis pour obtenir des gains et misent sur la négociation et la collaboration avec le gouvernement plutôt que sur l'action de terrain.

Ainsi, même si l'ASSÉ et les fédérations étudiantes travaillent parallèlement sur les mêmes dossiers, leurs pratiques organisationnelles et leurs principes de base les divisent radicalement. Cette distanciation s'est accentuée pendant la grève générale de 2005, lorsque les fédérations ont négocié une entente à rabais avec le gouvernement, faisant fi des décisions prises par des associations étudiantes en assemblée générale (AG) qui participaient au mouvement depuis le début. Par contre, depuis près d'un an, la perspective d'un travail commun se discute de plus en plus. L'idée derrière cette proposition est de construire un mouvement qui paraisse uni contre le gouvernement. Dans cet ordre d'idée, il a été adopté, en congrès de l'ASSÉ, que soit organisée une manifestation commune. Ainsi, le 10 novembre prochain, pour une première fois depuis plusieurs années, l'ASSÉ, la FECQ et la FEUQ organiseront la même manifestation et auront un discours semblable.

Toutefois, cette idée est loin de plaire à tout le monde. De nombreux-euses militant-e-s voient dans ce rapprochement des risques à ne pas négliger. Par le passé, les fédérations étudiantes ont trahi la population étudiante mobilisée à maintes reprises. Les

fédérations étudiantes sont, à ce sujet, souvent accusées d'avoir signé des "ententes à rabais" avec le gouvernement, profitant de périodes de grève pour rencontrer le gouvernement et négocier avec lui des ententes de retour en classes qui ne convenaient pas aux étudiant-e-s en grève. C'est pourquoi ceux et celles qui défendent la collaboration ont pensé à des balises qui seraient conditionnelles à la participation de l'ASSÉ à la manifestation nationale. Elles ont par ailleurs été adoptées au dernier congrès de l'ASSÉ.

En résumé, ces balises stipulaient l'importance que toutes les organisations aient la même visibilité médiatique avant et pendant l'événement. Aussi, il a été décidé que le service d'ordre soit effectué par des étudiant-e-s et que tous les regroupements nationaux participent à son organisation. Dans le but d'accommoder certaines organisations, il a été décidé que la collaboration avec la police soit minimale et ne vise que la sécurité des manifestant-e-s. Également, l'une des balises appelle à la tenue d'actions de perturbation et de visibilité. Conséquemment, aucune organisation ne doit dénoncer les actions directes entreprises par les autres organisations, tant locales que nationales. Enfin, pour assurer le respect des balises, une entente écrite doit être signée entre les différentes associations nationales.¹

Or, la FEUQ a tout récemment décidé de ne pas signer d'entente ce qui change donc tous les plans de collaboration. Dans l'éventualité où ces balises ne seraient pas adoptées par les autres associations nationales et que l'entente ne serait donc pas signée, le conseil exécutif de l'ASSÉ a été mandaté pour élaborer un plan B en vue de la manifestation dans le but de s'organiser avec les associations locales et nationales désirant travailler en commun. Ce plan reste à ce jour inconnu.

L'AGECVM a adopté en Assemblée générale un mandat de méfiance envers les fédérations étudiantes dans le but d'éviter une potentielle récupération et trahison du mouvement de grève. Elle a également adopté le mandat suivant à l'assemblée étudiante du 5 octobre 2011²:

-Attendu que le gouvernement et les grandes entreprises se sont rencontrés lors du sommet de l'éducation, ce qui a mené à l'adoption d'une hausse de 1625\$ des frais de scolarité universitaires sur cinq ans;

-Attendu que l'AGECVM s'est positionnée maintes et maintes fois pour la gratuité scolaire et contre les attaques antisociales des gouvernements;

-Attendu que les seuls gains réels obtenus par le passé dans le milieu étudiant et ouvrier ont été gagnés par les nombreuses grèves et luttes populaires;

-Attendu qu'une manifestation nationale est prévue le 10 novembre à Montréal comme dernier appel envers le gouvernement avant la tenue d'assemblées de grèves générales illimitées à travers le Québec;

-Considérant que de nombreux collègues et universités souhaitent déclencher une grève le 10 novembre en vue de participer à la manifestation nationale;

-Considérant les débats qui ont actuellement cours à l'ASSÉ concernant la collaboration avec la police durant la manifestation;

-Considérant nos mandats de méfiance envers la FECQ/FEUQ;

-Que l'AGECVM organise une Assemblée générale spéciale de grève le 1er novembre 2011 à 12h30 à la cafétéria des non-fumeurs (4.82A);

-Que la grève soit d'une durée d'un jour le 10 novembre;

-Qu'une action soit organisée par l'AGECVM lors de la manifestation nationale;

-Que l'AGECVM s'oppose à toute forme de collaboration avec la police lors de cette manifestation et de toutes autres manifestations;

-Que les porte-parole de l'AGECVM soient choisis en Assemblée générale ou en Assemblée des grévistes;

-Que les membres du bureau exécutifs ne collaborent d'aucune façon avec les fédérations étudiantes.

Cette proposition fait suite à la proposition adoptée à l'assemblée générale précédente où il avait été voté de participer à la manifestation du 10 novembre sur nos propres bases. Nous avons aussi décidé de nous réserver le droit de dénoncer cette manifestation et son discours par la suite si ces derniers entraînent en contradiction avec nos principes.

Donc, si cette manifestation est commune même sans entente signée, nous, étudiant-e-s du Cégep du Vieux, devons réfléchir à la forme que prendra notre participation à celle-ci lors de notre prochaine assemblée générale.

Plus largement, nous devons définir quelles seront nos conditions d'adhésion à une éventuelle coalition de grève. Quelles relations voulons-nous entretenir avec la FECQ-FEUQ? Avec l'ASSÉ? Il est grand temps de se pencher sur ces questions car, au final, elles seront décisives pour le déroulement et l'issue de la prochaine grève.

La riposte

Pour plus d'information au sujet des collaborations avec les fédérations étudiantes:

http://www.forceetudiantecritique.org/2011/05/sur-les-traces-de-la-collaboration_8573.html

1 <http://www.asse-solidarite.qc.ca/documents/fr/instances/congres/resumes/Resume%20des%20mandats%20du%20Congres%20de%201%27ASSE%20des%2023%20et%2024%20septembre%202011.pdf>

2 <http://vega.cvm.qc.ca/agecvm/gamma/documents/pv/A11/>

Démystification des regroupements étudiants

Il existe quatre regroupements d'associations étudiantes à travers le Québec :

FECQ

«La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) regroupe 23 associations étudiantes représentant plus de 60 000 étudiants. ».

FEUQ

« La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) regroupe 15 associations membres représentant 125 000 étudiants. ».

TaCeQ

«La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) est un regroupement national d'associations étudiantes universitaires.»



La FECQ et la FEUQ ne souhaitent pas se prononcer pour la gratuité scolaire, bien que ces fédérations militent contre la hausse des frais de scolarité. Elles préfèrent les stratégies de lobbying et de concertation avec le gouvernement au militantisme de combat traditionnellement promu par l'ASSÉ et le Cégep du Vieux-Montréal.

ASSÉ

«L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, plus de 40 000 membres à la fois collégiales et universitaires (...).». L'ASSÉ s'est positionnée dès sa fondation pour la gratuité scolaire, l'éducation étant considérée par elle comme un droit plutôt qu'un privilège.

* Rappelons que l'association des étudiant-e-s du Cégep du Vieux-Montréal n'est affiliée à aucune de ces associations étudiantes nationales. Elle est alors catégorisée comme indépendante. Toutefois, ses positions étant souvent très semblables à celles de l'ASSÉ, elle collabore avec cette dernière depuis sa création.

Pour se faire entendre

Félix généreux-marotte, étudiant en Question internatinal

Depuis les répliques vaines des mouvements sociaux et syndicaux aux mesures antisociales des deux derniers budget, il est clair que l'entêtement du gouvernement à faire fi de la contestation est ferme. De notre côté, les nombreuses manifestations et actions du mouvement étudiant pour s'opposer à la hausse n'ont, depuis deux ans, pas su faire sourciller nos élu-e-s. Or, il faut admettre que dans la mesure où nos actions n'ont qu'une portée symbolique, elles n'obligent en rien les gouvernants à sortir de l'indifférence puisqu'elles n'ont aucune emprise sur ce qu'ils ont à gérer, en occurrence l'économie.

La grève générale illimitée

Dans cette optique, la lutte contre la hausse des frais doit s'opérer par la construction d'un rapport de force non seulement symbolique mais aussi économique face à l'État. En examinant nos possibles moyens d'action, on s'aperçoit rapidement qu'ils devront culminer par une grève générale illimitée. En effet, en bloquant les cégeps et les universités pour une durée indéterminée, le mouvement étudiant se dote d'une arme de négociation incontournable à la tenue même d'un dialogue avec le gouvernement.

Celui-ci restera dans l'indifférence tant que l'ampleur de notre mouvement ne brandira pas la menace de l'annulation des sessions à travers le Québec.

Le gouvernement nous veut sur les bancs d'école

Bien qu'il nous en menacera pour nous démobiliser, il ne faut pas oublier que c'est nous qui le menacerons d'annuler la session. Une telle annulation serait impensable considérant l'ampleur de l'impact économique qu'elle occasionnerait. En plus des coûts reliés à la reprise des cours, ce sont les élèves du secondaires qui ne pourront rentrer au cégep et ceux du cégep qui ne pourront rentrer à l'université. Sans compter les hordes d'étudiant-e-s finissant-e-s qui manqueront à l'appel du marché du travail, si cher à nos élus. Line Beauchamp, ministre de l'éducation affirmait en février dernier ses priorités: « J'ai 700 000 emplois à combler d'ici 2014, [...] la vitesse d'exécution va devenir importante pour le réseau scolaire [notamment] les cégeps ». Ainsi, puisque nous ne sommes que des futurs travailleurs et travailleuses devant rapporter, et rapidement s'il-vous-plait, le gouvernement ne laisserait jamais tomber les intérêts des entreprises en décrétant une annulation de la session.

suite en page 7

Voici les trois grande conclusions de l'étude faite par l'IRIS : La gouvernance des universités dans l'économie du savoir.¹

- L'économie du savoir vise essentiellement à valoriser, au bénéfice de l'entreprise privés, de la recherche et des connaissances financées publiquement, selon une logique de socialisation des coûts et de privatisation des profits.
- Les avantages économiques que tirent les universités de ce qu'on appelle la « bonne gouvernance » sont loin de correspondre aux promesses de ses promoteurs. La transposition en milieu universitaire de la gouvernance entrepreneuriale ne conduit aucunement à alléger les dépenses liées à la bureaucratie. Au contraire, la gouvernance et ses normes d'efficacité économique provenant du secteur privé nécessitent la mise en place de nouveaux et onéreux outils d'évaluation, mesure de contrôle et mesures statistiques, qui ajoutent au processus bureaucratiques.
- La restructuration des universités selon le modèle de la gouvernance entrepreneuriale s'opère dans un contexte particulier, celui de la concentration des pouvoirs de l'institution entre les mains d'une minorité d'agents qui manifeste des liens étonnamment étroits avec le secteur privé.



Institut de recherche et d'information socio-économique

¹ http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/la_gouvernance_des_universites_dans_l8217economie_du

Suite de la page 6

Un mouvement de masse

Son nom le dit, une telle grève doit être générale. Ainsi, les associations se votent des mandats de grève avec un plancher (nombre minimal) d'associations devant avoir des mandats similaires avant qu'elle soit déclenchée. D'ailleurs nous ne sommes pas les seuls à en parler! L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) ainsi que plusieurs autres associations indépendantes ont commencé à l'organiser. Bien qu'elles ne se sont pas positionnées en faveur, les fédérations étudiantes (FECQ/FEUQ) se gardent bien de se joindre éventuellement à un

tel mouvement, présageant des tentatives de récupération auxquelles nous devrions faire attention (voir article en page 4). En plus de l'impact en soi des nombreuses grèves, celles-ci nous libèrent un temps nécessaire à l'organisation de moyens de pressions supplémentaires, ainsi qu'à l'élargissement du soutien populaire à notre cause. Ainsi la participation de chacun-e aux actions, aux assemblées des grévistes ou aux débats augmente notre force de frappe, laquelle déterminera si nous gagnerons cette lutte.

La riposte

Grève

suite de la page 1

se tiendront dans de nombreux cégeps et universités du Québec durant les prochaines semaines. De plus, pour les étudiant-e-s des régions du Québec éloignées de Montréal, une grève est presque élémentaire pour leur permettre de participer à cette grande manifestation. Il est également important de savoir que lorsqu'on veut créer des rassemblements d'envergure tels que des manifestations nationales, il est essentiel que plusieurs institutions scolaires soient en grève simultanément. En plus de permettre à la population étudiante de se libérer de leurs cours pour participer massivement à la manifestation, cela envoie un message clair au gouvernement quant à la motivation des étudiant-e-s à se mobiliser contre la hausse.

Les effets d'une grève d'une journée

Ne nous le cachons pas, une grève d'une durée aussi courte ne constitue pas un moyen de pression suffisant pour faire plier le gouvernement. Toutefois,

il ne faut pas non plus en négliger l'impact. La grève du 10 novembre permettra de constater l'état de la mobilisation étudiante tout en accordant de la visibilité à notre cause. Quand des événements de ce type ont lieu, la population comprend qu'un mouvement est en branle, que cela prend de l'ampleur et qu'une lutte collective se prépare. De plus, une telle grève devrait susciter un débat et une réflexion au sein de la société, permettant de rassembler une population plus large autour de la cause étudiante. En sortant dans la rue par dizaines de milliers, nous donnerons un dernier avertissement au gouvernement libérale du Québec quant à notre volonté d'empêcher cette hausse de passer. Si notre message n'est pas entendu, il sera temps de passer à l'étape supérieure dans une optique d'escalade des moyens de pression; la grève générale illimitée (GGI).

La riposte

ASSEMBLÉE SPÉCIALE DE

GRÈVE

Mardi 1^{er} novembre

Local 4.82a

(cafétéria des non-fumeurs)

12h30

Avec

Levée de cours!

«S'exprimer»

«Prendre part au débat»

«Participer à un projet social»

«Comprendre les enjeux de l'éducation»

«S'organiser»